

FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

Réactions:

Jean-François Obiang : "Refonder cette relation sur une base plus égalitaire, plus partenariale, plus respectueuse des spécificités de l'autre partenaire"

PROPOS recueillis par Hans NDONG MEBALE

Quelle réaction suscite en vous la nouvelle vision de l'Afrique du président Macron ?

Cette prise de parole a marqué les esprits à la fois par la justesse du diagnostic, la hardiesse de l'utilisation de certains concepts peu usités dans l'univers franco-africain, mais aussi, malheureusement, une faiblesse de certaines propositions pas toujours à la hauteur des défis multiples (sécuritaires, économiques, climatiques ou encore démographiques) auxquels l'Afrique est confrontée.

Si on ne peut en effet nier l'habileté d'une posture s'inscrivant dans une humilité toute contraire à des formes de paternalisme auxquelles les analystes étaient habitués, si l'on ne peut objectivement ranger au seul registre de l'innovation sémantique, le choix de formules comme, « l'Afrique n'est pas un pré carré », il reste qu'il subsiste comme un hiatus entre cette observation à la fois juste et décomplexée et, la mise en œuvre concertée de deux des grands chantiers annoncés dans cette nouvelle stratégie par exemple :

l'exigence d'un changement de paradigme pour les entreprises françaises qui devront désormais viser l'excellence dans un contexte de concurrence ouverte sur le plan économique, ou encore, le pari d'une présence militaire moins visible et fortement intégrée dans une dynamique d'essence endogène visant à terme à réinstaller les Africains eux-mêmes dans leur capacité à assurer la sécurité chez eux.

Dans un cas ou dans un autre, ces propositions gagneraient à s'enrichir des contre propositions africaines, c'est l'essence même d'un partenariat assumé réciproquement.

Pensez-vous que le Gabon puisse avoir une place de choix dans cette réorientation et dans quels domaines ?

- "Sans vouloir donner l'impression d'aller vite en besogne et sous réserve que les annonces faites se traduisent en processus concertés de mise en œuvre entre partenaires,

le Gabon apparaît d'emblée et, à plus d'un titre, comme un des pays phares susceptibles de tirer concrètement avantage de ces nouvelles orientations, au moins dans trois domaines précis. Sans revenir sur l'économie verte du Gabon dont l'actuel sommet de Libreville est en soi tout un symbole, les problématiques d'économie et de sécurité y tiennent le haut du pavé. La nouvelle donne entrevue dans l'exhortation du président Macron aux entreprises et dont j'ai parlé plus avant constitue, pour le Gabon, une formidable fenêtre d'opportunités. Sous réserve, là aussi d'élaboration d'une offre authentiquement gabonaise incluant la participation active aussi bien des institutionnels concernés que les patronats, les plus grands comme les autres, le but de s'appuyer sur cette concurrence à venir pour, non seulement tirer le meilleur des entreprises étrangères opérant au Gabon, mais d'y insérer de jeunes entreprises dans la niche de la sous-traitance par exemple.



Photo: DR

"Sur le plan sécuritaire. Par sa position géostratégique en Afrique centrale et la prégnance des risques sécuritaires dans la sous-région, la base militaire de Libreville apparaît comme celle qui serait la plus indiquée pour implémenter la forme la plus aboutie des réformes envisagées par la partie française. La partie gabonaise pourrait ainsi produire avantageusement, une offre complémentaire ou alternative à ce qui a été annoncé en ce domaine. De ce point de vue, Libreville pourrait devenir à la fois ce hub, ce centre de formation, et ce vivier majoritairement alimenté par des éléments autochtones bien formés, susceptibles de prendre place

dans le processus sous-régional de prise en charge endogène de ses problèmes de sécurité en vue d'une préservation durable de la paix. Il appartiendra au Gabon de se saisir, sans complexe, de cette opportunité."

Que pensez-vous de la relation entre le Gabon et la France, au moment où le président Macron séjourne à Libreville ?

- "Ah cette relation a connu quelques fluctuations ces 15-20 dernières années. Emblématique sous le président Omar Bongo Ondimba, elle a semblé se rafraîchir sous le président Hollande avant de connaître de nouveau une réactivation ces dernières années. Sur le fond et ce qui importe, c'est la nouvelle donne qui met en présence, de chaque côté, des politiques visiblement décomplexés et définitivement engagés à se libérer de la gangue ancienne. Des politiques désireux, en apparence, de refonder cette relation sur une base plus égalitaire, plus

partenariale et plus respectueuse des spécificités de l'autre partenaire. D'un côté la France a entrepris d'engager de plus en plus ses actions d'engorgement destinées à l'Afrique dans le cadre de l'Europe, de l'autre côté, le Gabon a adhéré au Commonwealth comme d'autres États francophones avant lui. Il reste que face aux soubresauts que connaît le monde et qui n'épargnent pas l'Afrique, le pragmatisme et le contexte offrent aujourd'hui à la France et au Gabon, l'occasion de refonder, puis reconstruire les bases d'une coopération sans doute dorénavant moins emprunte de sensibilité, mais inscrite sur des fondements de rationalité partagée et d'intérêts réciproques bien compris à sauvegarder."

* Politiste et internationaliste
Chercheur au CENAREST/IRSH/
GREPOD
Dernier ouvrage publié sur le
sujet : « France-Gabon Pratiques
clientélares et logiques d'État dans
les relations franco-africaines »,
Éditions Karthala, Paris 2 007.

Le Gabon au coeur de la Françafrique : enjeux et perspectives

Davy NDOUVE NGUEMA*
Paris/France

L'accès du Gabon à la souveraineté internationale apparaît comme une plateforme stratégique pour les puissances occidentales, notamment pour la France. Cela est d'autant plus vrai que le pays regorge d'importantes ressources : pétrole, bois, uranium, manganèse, fer et bien d'autres minerais rares tels que la barytine, le talc, le plomb, et le diamant qui font de lui l'un des PNB les plus importants de l'Afrique, soit 38900\$ EU en 1996.

Il est important de partir de cette observation pour comprendre l'analyse et l'évolution des relations entre les deux pays, telle qu'elle apparaît au moment de l'indépendance. Ce rayonnement de la puissance française se traduit par la "chasse gardée" de son pré-carré qui constitue, en effet, le trait majeur de l'instrumentalisation de la coopération française au

Gabon puisqu'aucune autre puissance n'entretient un rapport de coopération sur le plan militaire avec le Gabon depuis son accession à l'indépendance. Si la France est incontestablement en première ligne dans la politique du Gabon, plutôt que d'agir systématiquement selon son bon vouloir ou son désir de puissance, elle subit aussi quelquefois la pression comme une véritable contrainte, ainsi que l'illustre le dossier gabonais dans le passé : Léon Mba n'a pas hésité de mettre la pression sur Jacques Foccart et le général de Gaulle pour garder le Gabon comme un département français. Autrement dit, le président gabonais a dû montrer son mécontentement au sujet de l'indépendance de son pays.

Cette volonté à refuser d'assurer la continuité des institutions coloniales s'articule autour de la capacité à pouvoir gérer les institutions du pays. C'est pourquoi ce type de relation demeure néanmoins fortement symétrique dans la mesure où

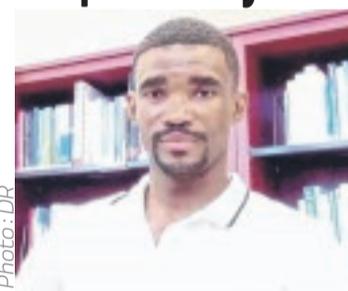


Photo: DR

l'État-patron à l'égard de l'État-client est toujours moindre que l'inverse.

En d'autres termes, le coût de la rupture est plus lourd pour l'État-client que pour l'État-patron. Cela est particulièrement vrai que le premier voyage du président Georges Pompidou en Afrique noire a été le Gabon. Dans un de ses discours, il ne manque pas de dire que : "La France doit tenir une place de choix en Afrique, particulièrement au Gabon par une certaine influence, une certaine présence politique, militaire, morale et culturelle". Malgré les mutations considérables de l'environnement géopolitique, on constate que le clientélisme politique complique effectivement le développement

du Gabon. Cette raison n'est pas fortuite puisqu'elle impacte visiblement les conditions de vie des populations. Au fond, la raison ne se trouve pas sur l'incompétence des responsables politiques gabonais, mais sur le manque de volonté à pouvoir bâtir une coopération gagnante-gagnante soixante ans après les indépendances.

L'arrivée d'Emmanuel Macron est perçue probablement dans ce sens, voire comment relancer cette coopération au moment où la géopolitique de la France en Afrique connaît des mutations sur le plan diplomatique, économique et surtout militaire. Ce point de vue laisse une question de fond : la France aurait-elle peur de perdre sa zone d'influence, après le désengorgement au Mali, au Burkina Faso et en Guinée ?

* Doctorant en 3ème année de thèse en histoire des relations internationales CY Cergy Paris Université Laboratoire AGORAF-95011